

***Intervention de Pascal Joly  
Secrétaire Général de l'URIF CGT  
Au Congrès de la FILPAC  
Lundi 14 novembre 2011 à Montreuil***

Cher(e)s Camarades,

Je voudrais tout d'abord vous remercier ainsi que la direction fédérale, et Marc Peyrade, de m'avoir invité à intervenir à l'ouverture de votre congrès.

C'est un signe fort qui manifeste une volonté et un mode de travail à impulser qu'il faudrait généraliser dans l'ensemble de la CGT, entre organisations territoriales et professionnelles. J'y reviendrai plus en détail au cours de cette intervention mais avant d'y parvenir, permettez-moi de faire un détour par l'enjeu que représente la région Ile-de-France dans le contexte d'aujourd'hui, en faisant le lien avec l'actualité la plus immédiate.

La région Ile-de-France, c'est près de 12 millions d'habitants, 5,3 millions de salariés fonctions publiques et secteur privé confondus qui produisent un peu plus de 28 % du Produit National Intérieur Brut. A titre de comparaison et pour aider à en mesurer l'enjeu, notre région participe au PIB Européen à hauteur de 4, 5 % alors qu'un pays comme la Grèce y contribuait à hauteur de 4 % avant la crise. L'activité économique de notre région et ses tendances ont donc des répercussions conséquentes sur l'économie nationale et européenne. Comme singularité, notre région concentre également l'essentiel des centres de décisions politiques et économiques. Nous sommes donc, à part entière, une région, mais également une région à part, comme il est coutume de le dire !

Cette production de richesses est à rapporter au nombre de salariés pour mesurer la pression à laquelle ont à faire face les salariés franciliens au quotidien. 28 % su PIB produit avec 18% du salariat.

Cette pression s'exerce dans tous les aspects de leur vie. Conditions de travail détériorées, transports saturés, vie stressante. Nous vivons dans une région qui frôle l'asphyxie au sens propre comme au sens figuré chaque jour !

La dégradation des conditions de transports, les choix politiques favorisant les transports frets par route au détriment du fer et du fluvial ont des répercussions désastreuses sur la vie des franciliens avec des conséquences importantes sur leur santé physique et psychologique. 80 000 camions traversent la région chaque jour et cette tendance s'accroît depuis les 2 dernières années.

Notre région a aussi cette particularité : nous sommes traversés et tirés en permanence, dans l'activité syndicale également, par les enjeux nationaux. Quasiment tout ce qui s'y passe a des résonances nationales ! Cela rend d'autant plus difficile pour chacun d'entre nous de nous identifier à cette région. Il est culturellement plus facile de s'identifier comme breton ou auvergnat, que comme francilien, excepté quand on parle des difficultés quotidiennes. **Les franciliens que l'on nomme souvent, vu de province, comme des parisiens !** Paris c'est 2 millions d'habitants sur 12 millions. L'Île-de-France, c'est aussi, un des départements agricoles parmi les plus importants, la Seine et Marne, qui d'ailleurs représente 49 % de la superficie du territoire.

Notre Région a historiquement puisé sa puissance dans son tissu industriel. Elle reste aujourd'hui la plus grande région industrielle en masse et en nombre de salariés. Mais cet atout économique est aujourd'hui gravement menacé et le secteur industriel que vous représentez est bien placé pour le savoir. Et ce n'est par le dernier plan d'austérité présenté, il y a quelques jours, qui va permettre d'inverser la tendance, **le plus austère depuis 1945 d'après le Premier ministre !** Ce nouveau plan d'austérité va encore plus nous enfoncer dans la crise

et nous conduire tout droit à la récession, en fermant les débouchés pour l'industrie. En raison de sa place économique et stratégique, notre région risque d'en payer un lourd tribut !

En 2001, l'Ile-de-France comptait sur son territoire 600 000 emplois industriels. En 2009, 476 000 emplois, soit une perte sèche de 124 000 emplois en 8 ans. C'est un affaiblissement continu du secteur industriel qui a des répercussions en cascade sur l'ensemble de l'activité économique.

C'est une tendance lourde et continue qui prend ses origines dans des choix politiques qui viennent de loin et qui font l'objet d'un consensus politique assez large. Les arguments et les objectifs sont très variables.

Entre ceux qui pensent que l'industrie française n'a aucun avenir, et ceux qui ont une vision très restrictive de la réalité de l'industrie, en ayant une vision basée sur les cheminées qui fument. Par delà les différences de vue, il y a au fond un résultat identique, tous pensent qu'Ile de France ne peut se conjuguer avec industrie.

Il y a quelques années, certains, comme Tchuruk, PDG d'Alcatel, avaient théorisé sur les entreprises sans usine. Cela préfigurait la financiarisation de notre économie et nous a conduits à la situation que nous connaissons aujourd'hui. Le chemin nous mène directement à la récession et à de nouveaux reculs sociaux. C'est une impasse produite par les dogmes idéologiques et économiques et libéraux.

C'est le résultat de la main mise de la finance et de sa logique dans les entreprises du secteur industriel. La plupart des entreprises industrielles françaises sont détenues par des actionnaires représentant les intérêts de la finance, par les banques, ou par les assurances privées. Malheureusement, ces forces politiques et économiques persistent dans la même logique qui ne peut qu'amplifier les effets

négatifs ! Ils structurent l'ensemble de notre société en fonction de leurs intérêts qui pillent le travail et les richesses produites.

**C'est la raison d'être du « Grand Paris » qui nous est souvent présenté comme la recette miracle à tous les maux de la région.**

Il faut que toute la CGT soit en alerte et mobilisée sur cette question. **Ce n'est pas qu'une question technique, c'est une question éminemment politique.**

Et je le dis, non pas pour dramatiser et peindre le tableau en noir, mais pour essayer d'être lucide et de créer des mobilisations.

Dans le projet du « Grand Paris », tel qu'il est conçu aujourd'hui par le pouvoir et ses relais, **il n'y a pas de place pour l'industrie productive en Ile-de-France !**

Le champ sur lequel repose l'activité de votre fédération est déjà en première ligne.

Ce « Grand Paris Sarkoziste », c'est un véritable projet de société régional qui a pour but de s'insérer dans la compétition européenne et mondiale que se livre le capital.

**Ce projet vient de loin.** Il a une histoire. Car il faut reconnaître au moins une qualité au patronat et à ses relais politiques. Ils sont tenaces et pugnaces.

Ils ont une vision dans le temps, à longue échéance et quand ils se fixent un objectif, ils s'y tiennent. Ils ont déjà une vue assez précise de ce que doit être l'Ile de France dans 40 ou 50 ans. Ils adaptent leur tactique ou leur stratégie en fonction des rapports de force. Mais si nous les laissons faire, ils ne perdent jamais de vue leurs projets initiaux ! **Mais voilà, il y a nous, le syndicalisme et la CGT.** Nous avons dans ce contexte une responsabilité précise et immense. Il faut en être convaincu, rien ne se fera si nous ne le voulons pas et si nous gagnons les salariés à nos convictions et propositions.

Je disais donc, ce projet de « Grand Paris » avec le contenu que nous lui connaissons vient de loin. C'est le « livre blanc » de Michel Rocard, alors Premier Ministre, qui a servi de socle, à ce qu'il faut bien qualifier de projet de classe. Ce n'est pas pour rien que le Medef Ile-de-France a apporté dès le départ un soutien, inconditionnel au « Grand Paris » que dévoilait Sarkozy en 2007 à Roissy.

Je voudrais m'arrêter un peu sur cet épisode, car il permet de mesurer l'importance de ce projet de « Grand Paris » pour les représentants du capitalisme financier

**C'est le Président de la République en personne qui lance l'offensive dans son discours de juin 2007 à Roissy.** Pour y travailler, il crée un ministère pompeusement et fausement baptisé « Ministère du développement de la région capitale ». Je voudrais attirer votre attention sur le fait qu'il s'agit d'une première historique de notre République. Qu'un territoire métropolitain se voit attribuer un ministère qui a été dirigé par Christian Blanc, l'homme aux 12 000 euros de cigares ponctionnés sur les fonds publics. Les seuls territoires qui, jusqu'ici avaient bénéficié d'un secrétariat d'Etat, ce sont les territoires d'Outre Mer. Les deux faits sonnent comme des révélateurs puissants qui n'ont pas manqué de nous alerter dès le départ à l'Union régionale Ile-de-France.

Le projet du « Grand Paris » n'est en fait conçu, imaginé qu'uniquement pour aboutir à une transformation radicale de notre région, de notre société, qui satisfasse les exigences de rentabilité des capitaux financiers.

S'ils arrivaient à leur fin, nous assisterions sans doute à une véritable métamorphose de notre région sur le plan économique et sociologique. La structure de l'emploi en serait profondément modifiée, avec des qualifications correspondantes aux besoins du capital financier, et l'éviction des salariés les plus modestes, travaillant essentiellement dans l'industrie de production. Les inégalités sociales et territoriales que nous connaissons aujourd'hui en seraient décuplées. Nous vivons déjà ce paradoxe de vivre dans la région la plus riche du pays et aussi

la plus inégalitaire. **Au sein de notre région cohabitent des territoires de relégations sociales et de véritables ghettos de riches qui vivent cloisonnés, imperméables et insensibles aux autres réalités !**

Ce projet de Grand Paris est inspiré, conçu et mis en œuvre par et pour les intérêts du capitalisme financier. C'est un projet global d'aménagement du territoire qui se construit sous nos yeux, mais qui ne doit pas se construire sans nous, sans notre intervention.

Son impact va bien au-delà des seules limites territoriales de l'Île-de-France. Il a pour but d'inscrire la région capitale dans un projet de société beaucoup plus général et comme objectif de participer au remodelage de l'ensemble de la société française.

Pour ces raisons, il ne concerne pas uniquement les habitants et les salariés d'Île-de-France. Car l'objectif affirmé et assumé est de renforcer la mise en concurrence de notre territoire régional et national pour s'inscrire dans le cadre de la compétition internationale.

N'y a-t-il pas un paradoxe fort à vouloir transformer notre région en une place forte financière au moment où nous sommes précisément dans la plus grave crise globale de société qui plonge ses racines dans la financiarisation de l'économie. Christine Lagarde avait alors conceptualisé ce projet en le qualifiant de véritable industrie financière. Ce n'est pas le nouveau plan Fillon, annoncé récemment qui va trouver des réponses. Il va au contraire nous conduire tout droit à la récession ! Et on va ensuite nous présenter comme seule alternative de nouveaux plans d'austérité. Quand on rapproche cette réalité des discours ambiants, y compris des pouvoirs publics, sur la nécessité de reconquérir notre industrie, on mesure à quel point il s'agit de propos trompeurs, destinés à détourner l'attention ou à brouiller les pistes. **L'affaiblissement et le déclin programmés de notre industrie ne doit rien à la fatalité.** Il s'agit de choix politiques réfléchis que par

notre action collective et résolue dépendra l'issue et dépend déjà des rapports de force que nous saurons créer ensemble. Nous avons donc la responsabilité d'organiser les mobilisations collectives et à réfléchir aux stratégies que nous mettrons en œuvre.

Pour y travailler, il y a aujourd'hui dans notre contexte historique, un impératif incontournable. Les organisations professionnelles et territoriales de la CGT sont dans l'obligation de travailler ensemble. Nous devons le faire avec en tête, le souci d'efficacité et avec la conviction que nous pouvons gagner. Nous avons les uns et les autres, la responsabilité de réaliser la lutte solidaire des salariés sur les enjeux qui les concernent donc sur ce « Grand Paris », véritable **cheval de Troie** d'un projet de société qui ne conçoit le travail que comme une ressource et une variable.... d'ajustement.

Dans ce contexte, les professions sont traversées par les enjeux territoriaux. Et les territoires sont traversés par les enjeux professionnels. Nous devons donc trouver des modes et des formes de travail et d'organisations qui permettent de traduire cette volonté politique. Le 50<sup>ème</sup> congrès de la CGT aura la responsabilité d'aborder cette question, dans la foulée du 49<sup>ème</sup> congrès qui en avait déjà amorcé la réflexion. **Alors, beaucoup me disent, oui mais le « Grand Paris », c'est aussi le plan de transport avec le fameux « Grand Huit » appelé aujourd'hui, « le Grand Paris Express ».** Et force est de le constater, des choses ont bougé, par les rapports de force, qu'élus, syndicats, populations, salariés ont su créer pour le modifier. Un tracé initial corrigé, 72 gares au lieu de 40 précédemment prévues, donc au final un maillage qui permet sur la question des transports, une meilleure réponse aux besoins des franciliens. **Il faudrait être aveugle pour le nier !** La CGT, avec d'autres peuvent se féliciter d'y avoir contribué. L'union Régionale Ile-de-France en a fait le cœur de son activité. C'est la démonstration que les rapports de force peuvent faire bouger bien des scénarios.

Mais attention à ne pas lâcher la proie pour l'ombre. **Tout est fait pour que nous nous focalisions sur la seule question des transports.** On nous tend un piège ! Car le projet initial demeure. C'est ce projet qu'il faut faire bouger. Et ce que nous avons fait évoluer ensemble sur la question des transports y participe, c'est tant mieux ! Mais le « Grand Paris Express » n'est pas le cœur de ce projet. Il n'a que vocation à accompagner un projet politique qui ne se résume pas à la seule question des transports. Sarkozy et son gouvernement, le MEDEF, ont créé un véritable arsenal législatif avec l'instauration de la société du « Grand Paris », qui est une loi votée à l'Assemblée Nationale, pour espérer un jour arriver à leur fin. De plus, ce « Grand Paris », participe à un projet d'ensemble cohérent avec la réforme des collectivités territoriales, la création de 10 métropoles en France. Je n'ai pas le temps de m'étendre sur ce sujet, aussi je ne peux que vous renvoyer à l'excellent numéro de la NVO qui traite, dans sa cohérence, de l'ensemble de ces questions. Et à vous abonner à la NVO qui bénéficie depuis peu, tous les mois, d'un encart Ile de France.

Voilà, je ne sais pas si je vous ai convaincus, mais croyez-moi, si nous ne nous en mêlons pas, d'autres le feront à notre place et dans leurs intérêts et le cadre dans lequel nous nous reverrons dans les années à venir en serait complètement modifié. J'espère en tout cas vous avoir sensibilisés.

Mais j'ai vraiment la conviction que nous pouvons gagner un « Grand Paris » qui réponde à nos besoins.

La CGT, comme toujours, est un acteur clé et incontournable. Je vous souhaite plein de succès pour votre congrès de la FILPAC CGT et je nous espère des luttes futures et communes pleines de succès revendicatifs.